

Mutations

QUOTIDIEN

Edité par la South Media Corporation Siège : rue de l'aéroport - BP 12348, Yaoundé Tél.: (237) 222 30 66 80 / 222 30 71 45/ Fax: 222 30 66 75 - Desk Douala : Rue Bebey Elamè, Tél : 699 50 46 59 - Bur.Bafoussam: Face pharmacie Madelon, Tel: 694 94 27 33 <http://www.quotidienmutations.cm>

CONTRAINTES D'ENDETTEMENT

Des projets de la Bad menacés d'annulation

- La Ring Road, l'interconnexion électrique et la voie ferrée entre le Cameroun et le Tchad en font partie ;
- Face au vice-président de la Banque africaine de développement, en séjour au Cameroun, le ministre de l'Economie tente de dédramatiser.

Page 7



Page | Présidentielle 2018

9 | Maurice Kamto présente sa coalition

Page | Entretien routier

7 | A l'épreuve de la décentralisation

édition

SALON INTERNATIONAL DE L'ENTREPRISE, DE LA PME ET DU PARTENARIAT DE YAOUNDÉ
INTERNATIONAL EXHIBITION FOR ENTERPRISES, SMS AND PARTNERSHIPS OF YAOUNDE

16 - 24 Février 2019, Palais des Congrès de Yaoundé

www.salonpromote.org (+237) 222 214 415 / 677 707 679 / 669 999 313

SOUS LE HAUT PATRONAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
UNDER THE DIVINELY INSPIRED PATRONAGE OF THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CAMEROON



Faire part



Les familles **Njanga Epan** à BONAMALOLO BWELELO DIBOMBARI
 Les familles **Mandengue Eboumbou** à BONATONE DEIDO
 Les familles **Moutongo** à BONATENE à DEIDO
 Mr et Mme **Mpouli Njanga** à DOUALA
 Mr et Mme **kelani** à PARIS
 Mr **Njanga Joseph** à DOUALA
 Mr **Doumbè Njanga** à DOUALA
 Mr **Njanga Julien** à DOUALA
 Mr et Mme **Njanga Noel** à DOUALA
 Mr et Mme **Ekollo Njanga Severin** à DOUALA
 Mr et Mme **Njanga Anatole** à DOUALA
 Les petits enfants et arrières petit enfants

Ont la profonde douleur d'annoncer le décès de leur épouse, fille, nièce, grand-mère, et arrière grande mère survenu à Douala le 24 Aout 2018.

Le programme des obsèques prévoit:

Vendredi 28 Septembre 2018

09h: Levée du corps a la morgue de l'hopital Militaire de Douala bonanjo

11h: Culte au Temple E.E.C de BONATEKI

20h: Veillée au domicile familial sis à deido face Boulangerie Saker Deido

Samedi 29 Septembre 2018

05h30 Transfert du corps à DIBOMBARI Bwelelo

10h00 Culte au domicile familial suivi de l'inhumation

Obsèques



Mme GUILIMPONE Martine
 Epse RISSOUK A MOULONG

Lundi 17 Sept

18H : Arrivée de la dépouille à l'Aéroport de Yaoundé Nsimaleu

Jeudi 20 sept

13H : Levée de corps à l'Hôpital Général de Yaoundé

20H : Veillée au domicile de la défunte
 sis au quartier BASTOS (face Ambassade de Russie)

Vendredi 21 sept

10H : Départ pour BAFIA

20H : Veillée

Samedi 22 sept

09H : Début des cérémonies et témoignages

11H : Culte

14H : Inhumation

Avis de décès

Madame Veuve SAMNICK née NGO YABI Adèle



La grande famille LOG LIYA de Bôndjock et de Libamba ;

La grande famille LOG BIIGA DJON de Bôndjock ;

La grande famille LOG BAPOO de Ekoum ;

La famille SAMNICK BIIGA François de Bôndjock ;

La famille NKOK Luc René de Ekoum ;

Mme SAMNICK née NGO SAMNICK Jacqueline Irène et son époux à Yayap ;

Professeur TANG Alice Delphine née NGO SAMNIG à Yaoundé ;

Monsieur et Madame NKOK Luc à Limbé ;

Madame SAMNICK Adèle Florine à Yaoundé ;

Monsieur et Madame SAMNICK Emmanuel Gustave à Yaoundé ;

Les petits-enfants et arrières petits-enfants SAMNICK BIIGA

Ont la profonde douleur de vous annoncer le décès de leur épouse, fille, mère, belle-mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

Madame Veuve SAMNICK née NGO YABI Adèle,

Décès survenu **mercredi 12 septembre 2018** à l'Hôpital central de Yaoundé des suites de maladie.

PROGRAMME DES OBSEQUES

Vendredi 12 octobre 2018

10h : Levée du corps à la morgue de l'Hôpital central de Yaoundé

11h : Départ du cortège funèbre pour le village Bôndjock par Nkenglikok (route Yaoundé-Douala)

20h : Veillée jusqu'à l'aube

Samedi 12 octobre 2018

9h30 : Office religieux et témoignages

11h30 : Inhumation dans le caveau familial

Les « littératures » de campagne électorale

 Par Jean-Claude Awono*

Une élection présidentielle comme celle qui aura lieu le 7 octobre prochain sera un déversoir de textes de toutes sortes dont la littérature et le contenu ne devront pas échapper à l'œil qui sait voir derrière les lignes. Car ce sera une période pendant laquelle les mots cesseront d'être des mots et deviendront des incendies, des dragons, des tempêtes ou des cyclones. Les candidats deviendront des cyclopes, des créatures mythologiques dont on attendra miracles et enchantements. Ils ne sauront plus résister à des débordements verbaux qui les transformeront en de petits monstres avalant tout sur leur passage et crachant des larves qui embrasent toute la réalité ambiante. Il y aura une métaphorisation outrancière du parler, une éruption du dire qui ne laisseront aucun citoyen indemne d'un territoire (re)devenu, le temps d'une campagne électorale, une zone totalement infe(sc)té de mots. Mais il y a des conditions qu'il faudra remplir pour qu'une telle éruption soit politiquement efficace. Par le passé, Paul Biya s'était animalisé, s'offrant l'image ravageuse d'homme-lion, dont nos contes et légendes sont riches de rugissements réels et symboliques. Et on avait senti le lion passer, sur les affiches et dans les urnes. Au bout du compte, la forêt n'avait été secouée d'aucune révolution, aucun moustique n'ayant pu déstabiliser, à la différence de ce que nous sert une légende bien audacieuse, l'establishment. Les différentes affiches montrant partout l'homme-lion étaient une parole visuelle, une littérature insidieuse dont la force et la violence, avaient dévoré tout sur leur passage. Bien avant cela, en 1992, c'était le poing ferme et viril de Fru Ndi qui avait réussi à devenir la cristallisation d'une époque de braise. Tous les vents d'Est, toute la colère d'un peuple, toute la rage du changement s'étaient donnés rendez-vous dans la poigne unique, musclée et héroïque d'un ancien

libraire devenu par la force de l'histoire – même si les icône perdra de sa superbe plus tard - un des hommes politiques qui auront donné un visage radicalement différent à la pratique de cet art dans notre pays. Les autres n'auront pas réussi, toutes ces trente dernières années, à produire un code expressif verbal ou iconique qui fasse véritablement sens en période électorale. On peut dire qu'ils seront bonnement passés à côté du sujet durant tout ce temps, incapables de comprendre qu'une élection se joue dans la pertinence de la littérature qui sous-tend la communication que l'on met en branle. Du poing levé au lion, l'histoire récente de l'élection présidentielle dans notre pays montre bien que les Camerounais veulent du visible, du viril, du violent même, qui constituent un ensemble d'ingrédients dont ils ont besoin pour se soustraire à un quotidien morose et sans sel et se frayer d'autres voies. Jusqu'à lors, à une semaine du démarrage de la campagne présidentielle, les Akere Muna, Josua Ossi, Graga Haman Adji, Cabral Libii, Adamou Ndam Njoya, Maurice Kamto... ne nous ont pas encore laissé percevoir une quelconque alternance au poing dur levé en direction du soleil et des étoiles d'autrefois venu de Bamenda. Il y a certes une percée du numérique qui commence à faire son chemin, mais il faut douter de ce que l'Internet soit un outil suffisamment pertinent pour faire pencher la balance en faveur de l'opposition dans notre contexte. Et il faut rêver d'hommes politiques qui soient vraiment pénétrés de la réalité profonde du Cameroun, qui sachent que tous les trésors de la littérature orale et écrite, que nos proverbes, nos mythes et légendes constituent des mines d'or susceptibles de révolutionner le discours politique au Cameroun.

*POÈTE, PROFESSEUR DE LETTRES, ÉDITEUR

Mutations

Edité par la South Media Corporation. Récepissé N° 00020/RDDJ/J/BASC

Président du conseil d'administration

Protais Ayangma

Directeur de publication a.i

Georges Alain Boyomo

Administration, finances et ressources humaines

Marie Sidonie Boulounou

Audit et contentieux

Adrien Bassang'na Bomba

Rédacteur en chef

Georges Alain Boyomo

Rédacteurs en chef adjoints a.i

Lucien Bodo (Actualité)

Michel Ferdinand (Magazines)

Responsable Digital

Pascal Dibamou

Chroniqueurs

Jacques Eric Andjick

Dubois Onana

Richard Makon

Jean-Claude Awono

Caricaturiste

Robert Pougoué

RUBRIQUES

Politique

Jean De Dieu Bidias

Société

Paulette Ndong

Economie

Lucien Bodo

Education

Nadine Guepi

Tech & Web

Marguerite Papana

Culture

Marthe Ndiang

Sports

Dimitri Mebenga

Santé/Environnement

Adrienne Engono Moussang

Rédaction

Wamba Sop, Ludovic Amara, Ibin

Hassan, Josiane Afom, Désiré

Domo, Vanessa Bassale, Jean-Christophe Ongagna, Mélanie Ambombo,

Rosine Ntolo, Arnaud Kuipo, Renaud

Inang, Claude Olivier Banaken, Guy

Martial Tchinda, Florentin Ndatewou

DESK LITTORAL ET SUD-OUEST

Chef : Michel Ferdinand

Adjoint : Blaise Djouokep

CORRESPONDANTS

Grand Nord : Jacques Kaldaoussa

Ouest/Nord-Ouest : Robert Nkake

Est : Sebastian Chi Elvindo

Sud : Guy-Roger Mvondo

Edition/Infographie

Samuel Tcheudjo

Valentin Essimi Tsanga

Service Commercial et Marketing

Chef : Michael Brobst

Responsable Yaoundé : Augustine Nokam

Chargés de clientèle

Pulcherie Nsia, Philiace Tamko

Lionel Akono, Grâce Olinga

Suzanne Essono Nanga

Service de la comptabilité

Jacques Barnabé Nthep

Albert Mbende

Service Production

Joël Anong

Dieudonné Bitang

Service Distribution

Etienne Temfack

Hervé Ngomenda

Impression

Les nouvelles idées

Téléphone : (237) 222 306 680 / 222 306 675/ 698 24 99 29

Site web : <http://www.quotidienmutations.cm>

Siège Yaoundé : Face CAMI TOYOTA - Mvog-Mbi

Douala : Rue Bebey Elame - Akwa

Caric

L'AMBASSEUR DE RUSSIE AGRESSÉ



Obala

Une école publique sans salles de classe

Les élèves de cet établissement situé dans le village Efoumelessi à Obala ont été expulsés par le propriétaire du terrain.



Par Cyril Marcel Essissima (Stagiaire)

Les populations d'Efoumelessi ont assisté, médusées, à une scène inhabituelle le 03 septembre dernier, jour de la rentrée scolaire. Les élèves de l'école primaire publique de ce petit village situé dans l'arrondissement d'Obala, département de la Lekie, région du Centre, n'ont pas pu accéder à leurs salles de classe. C'est la conséquence du dialogue de sourds entre le propriétaire du site, « une élite du village » ayant requis l'anonymat et les autorités administratives. En effet, depuis 2007, le plaignant dit avoir cédé « gratuitement » à l'État ses « droits de propriété pour la construction » de ladite école. Même si la durée n'a pas été déterminée dans les clauses de la donation, le donateur soutient avec emphase qu'elle était à titre provisoire. « Nous nous sommes entendus qu'au terme d'un certain temps, l'État allait construire ailleurs. 10 ans après, c'est trop! », s'indigne-t-il. Après avoir abrité pendant deux ans (dès 2008) deux écoles (primaire et maternelle, ndlr), jusqu'à la construction en 2010 par l'Union européenne d'un bâtiment pour la maternelle sur un autre site, il réclame aussi le déplacement de l'école primaire. Dans le préavis adressé au directeur de l'école en date du 23 octobre 2017, le propriétaire du site dit vouloir aménager chez lui. Saisies de la situation à travers plusieurs correspondances,



En salle de classe. Les élèves sont priés de libérer.

les autorités n'ont pas donné de suites concrètes à cette revendication. Contacté à maintes reprises par voie téléphonique, le sous-préfet d'Obala n'a pas daigné répondre à notre sollicitation. L'inspecteur d'arrondissement du ministère de l'Éducation de base pour sa part s'est dit incompétent. Du côté de la mairie, l'élu local affirme s'être entretenu avec le pro-

priétaire du terrain. « Je lui ai dit que nous sommes en pleine rentrée scolaire, qu'il patiente encore un peu pour qu'on voie ce qui peut être fait », car actuellement, « la mairie n'a pas assez de réserves (...) C'est une situation qui nous embarasse. Les autorités sont déjà saisies. C'est juste une question de programmation. Je pense que dans le budget de 2019, quelque chose sera fait », assure Simon Pierre Ediba. Sur ce point, le plaignant dit être prêt à accorder encore jusqu'au premier trimestre.

Si le maire se veut conciliant, son adjointe, Atangana Eteme, par contre indique que « la mairie ne construit pas encore des écoles. Elle apporte seulement des appuis tels que des tôles, du ciment, entre autres. Nous sommes prêts à apporter une aide, même pour la construction de salles de classes en matériaux provisoires. » Suite à cette pression qui pèse sur la mairie d'Obala, elle s'interroge sur la contribution de l'Association des parents d'élèves et des enseignants (Apee). Sur la question, le directeur de l'école se défend : « L'école ne dispose pas d'assez de ressources pour supporter les travaux, vu qu'il n'y a pas un grand effectif » ; soit un cycle complet pour environ 200 élèves répartis dans trois salles de classes.

Joseph Le

Au Minfopra, l'usager est roi

Le ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative explique le processus de décentralisation de son département.



Par Jacques Kaldaoussa

Qu'est-ce qui a motivé votre première visite à Maroua depuis que vous êtes membre du gouvernement ?

C'est une visite de contact avec le personnel de la délégation régionale de l'Extrême-Nord. Depuis 26 ans, aucun ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative ne leur avait rendu visite. A partir de ce jour, le contact est renoué et nous allons multiplier les occasions pour que la délégation de cette région du pays, comme les autres délégations, soit assez régulièrement visitée.

Le Sigipes est désormais opérationnel à Maroua, qu'est-ce qui va changer dans le traitement des dossiers ?

S'agissant des usagers, nous avons commencé un processus de décentralisation, de simplification et même de dématérialisation des procédures pour que les usagers ne soient plus obligés de venir jusqu'à Yaoundé pour suivre leurs dossiers. Imaginez quelqu'un qui part d'ici, peut-être même pas de Maroua mais de Kolofata, Yagoua ou de Kousseri pour aller suivre un seul papier à Yaoundé. Perte d'argent, perte de temps, des risques d'accidents et même d'abandon de service. Ça fait énorme. C'est pour ça que nous avons commencé à décentraliser le Sigipes parce que c'est ce logiciel qui permet de gérer l'ensemble des fonctionnaires et agents de l'État. Le processus est presque achevé. Ainsi, le fonctionnaire ou agent de l'État qui était obligé de partir d'ici pour Yaoundé n'aura plus besoin de faire tout cette distance et prendre autant de risques.

Comment cela va-t-il concrètement se passer ?



Désormais, l'usager arrive ici à la délégation régionale, se présente, on lui montre le service compétent et il pose son problème. Ce dernier ce règle ici. Maintenant, si c'est un acte de carrière qui nécessite la signature du ministre, le délégué régional et ses collaborateurs nous envoient cet acte, nous le signons et nous le renvoyons ici à Maroua. L'agent de l'État le récupère et il peut compléter son dossier comme il se doit. Nous faisons cela pour l'intérêt de nos usagers, nous sommes à leur service. Au Minfopra, l'usager est roi et nous devons lui faciliter la tâche autant que faire se peut. Nous devons leur rendre service au quotidien et de la meilleure manière. C'est ce que nous essayons de faire.

Immatriculation foncière

Des déficits d'intégrité dans la procédure



Par Rosine Ntolo

Pour ce prévaloir d'un quelconque droit sur un terrain, il faudrait avant tout apporter la preuve de la possession dudit terrain. Laquelle preuve est détenue à travers le document physique que constitue le titre foncier. En effet, Les enjeux économiques que celui-ci représente, ont multiplié les contentieux fonciers et instauré l'un des foyers de corruption presque « institutionnalisés » les plus « dévastateurs au Cameroun ».

C'est d'ailleurs ce que révèle l'étude sur « la cartographie des déficits d'intégrité dans la procédure d'immatriculation directe au Cameroun », présenté à la presse jeudi 13 septembre dernier par l'Ong Transparency International Cameroon. Le projet met à l'index un ensemble d'acteurs administratifs et judiciaires comme source de la gangrène. Des frais non réglementaires versés à certains agents dans le cadre de la procédure d'obtention d'un titre foncier sont légion ici. « L'absence d'un cadre juridique clair sur les questions foncières au Cameroun laisse prospérer allégrement des pratiques décriées par des requérants. Pour un titre foncier, il faut l'intervention de plusieurs intermédiaires et à chaque étape, il faut monnayer. Au lieu de six mois le temps réglementaire, des sources ont révélé, qu'il faut près de deux ans et dépenser environ 02 millions Fcfa pour l'établissement de ce document », explique Me Charles Nguini, président de Transparency International Cameroon.

Selon Line Ateba Mengue, chef de projet « terres corruption en Afrique », la phase technique qui regroupe les services départementaux des affaires foncières, la conservation foncière et le service régional des affaires foncières, est celle où est décelé le plus grand nombre de pratiques illicites.

Conférence générale anglophone

L'appel d'International Crisis Group

L'Ong international demande aux acteurs nationaux et internationaux de soutenir l'initiative du Cardinal Christian Tumi.

 Par Josiane Afom

Au sujet de la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, l'Organisation non gouvernementale (Ong) International Crisis Group, salue l'initiative de quatre représentants religieux (Eglise catholique, Eglise presbytérienne, Mosquée centrale de Bamenda et Mosquée centrale de Buea) de l'organisation une Conférence générale anglophone à Buea. Cette conférence, d'après l'Ong, mérite le soutien des acteurs nationaux et internationaux.

International Crisis Group estime que le report de cette rencontre - initialement prévue les 29 et 30 août - pour les 21 et 22 novembre est une bonne chose. «*Ce report est bienvenu, car il devrait permettre de mieux préparer l'évènement et d'assurer la participation de toutes les parties concernées*», note l'Ong. Celle-ci fait par ailleurs des propositions quant au rôle des différents acteurs. Ceci afin qu'au terme de la Conférence de Buea, le gouvernement puisse identifier des interlocuteurs crédibles pour un dialogue national sur la question anglophone.

Dans ce sens, International Crisis Group qui, le 25 avril dernier, indiquait dans une publication comment l'Eglise catholique doit engager un dialogue, précise que pour que la Conférence de Buea ait lieu et puisse porter ses fruits, l'autorisation et le soutien du gouvernement sont nécessaires. Celui-ci doit pour ce faire, «*prendre à revers les chefs de file séparatistes en encourageant la tenue de la conférence, en reconnaissant publiquement son bienfondé, en garantissant les conditions logistiques et sécuritaires à sa tenue, et en permettant à la diaspora*



Le cardinal Tumi, initiateur de la Conférence.

anglophone d'y participer», propose l'Ong.

Partenaires internationaux

Parlant des organisateurs, l'Ong estime qu'ils doivent dès à présent négocier directement avec le gouvernement, les groupes séparatistes et les autres activistes anglophones, et si possible, y associer les partenaires internationaux du Cameroun, afin de définir les dispositions permettant d'assurer la participation des différents acteurs. Ils devront aussi convaincre les séparatistes qu'une participation à cette conférence permettrait d'asseoir leur légitimité parmi les anglophones. Bien plus, le cardinal Tumi et son équipe

doivent associer la Conférence épiscopale nationale du Cameroun aux assises.

Les élus et membres anglophones du gouvernement, ainsi que la Commission pour le bilinguisme et le multiculturalisme - organisme créé en janvier 2018 par le président Biya en réponse à la crise anglophone - devraient plaider pour ce projet de conférence auprès du chef de l'Etat. Pour sa part, la société civile et les représentants anglophones non séparatistes devraient s'engager davantage pour mobiliser les populations anglophones et les encourager à promouvoir ouvertement le projet de conférence. Alors que les partenaires internationaux du Cameroun, en particulier les Etats-Unis, la France, l'Union européenne, le Vatican et l'Union africaine, devraient encourager la tenue de la conférence comme potentielle première étape vers un règlement pacifique du conflit.

International Crisis Group soutient de ce fait que la Conférence générale des anglophones est une occasion importante pour rétablir la confiance entre les différents courants anglophones et instaurer un climat favorable à un dialogue national sur la question anglophone après la présidentielle, prévue le 07 octobre prochain. En un an, le conflit en zone anglophone a déjà causé la mort d'au moins 400 civils, de 170 militaires et policiers et de centaines de combattants séparatistes, et fait plus de 250 blessés parmi les forces de sécurité. Selon les Nations Unies, 180 000 personnes ont quitté le Nord-Ouest et le Sud-Ouest pour d'autres régions du pays, 25 085 Camerounais se sont réfugiés au Nigeria à cause du conflit.

Bamenda

Deux arrondissements se meurent

A cause de la montée en puissance de la violence dans le Nord-Ouest, les populations se sont installées à up station, quartier administratif de l'arrondissement de Bamenda 1er.

 Par Ibin Hassan

Il y'a quelques mois, le maire Caroline Bi Bongwa suppliait, les commerçants d'occuper les espaces marchands. Avec la montée en puissance de la violence dans la région du Nord-Ouest, l'intensification du phénomène de ville morte, l'arrondissement de Bamenda 1er a basculé dans le bon sens, d'après Caroline Bi Bongwa. «*Nous avons constaté une hausse dans la collecte de impôts*» souligne-t-elle sans indiqué des chiffres.

A voir frais, des boutiques en matériaux provisoires ont vu le jour, notamment au lieu-dit Custom. Ici, restaurants et débits de boissons fonctionnent à merveilles, selon plusieurs tenanciers rencontrés ce lundi 17 septembre. La bière coule ici à flot accompagnée de poulet braisé, du porc ou de poisson. «*Il y a la vie à Up station alors dans les arrondissements de Bamenda 2e et Bamenda 3e, presque rien ne fonctionne*», témoigne un fonctionnaire rencontré dans un débit de boisson.

La vie suit son cours normal jusqu'à 18h. À cette heure, tout



Une vue de la ville de Bamenda.

le monde vide les lieux. Car, 18h marque le début du couvre-feu décrété il y a un peu plus d'une semaine par le gouverneur de la région du Nord-Ouest, Adolphe Lele Lafrique. Une fois la nuit tombé, il faut résoudre l'équation du lieu d'habitation

et c'est le plus difficile pour les habitants de Bamenda.

Au fur et à mesure que la crise s'empire, le quartier administratif a connu un boom démographique qui affecte les logements. Ainsi, il est difficile de trouver un studio ou un appartement en location. «*Il faut passer des mois et se faire aider par des gens pour avoir un endroit où on peut loger*», affirme un fonctionnaire qui déclare avoir fui les exactions et menaces terroristes dans la localité de Chobu, dans l'arrondissement de Bamenda 2e. «*C'est la 9e année que je passe à Bamenda et le loyer a toujours été abordable. Mais, depuis quelques mois, pour un studio, il faut débourser au moins 35 000 Fcfa, au grand bonheur des bailleurs*», décrit-il. Un autre militaire à la retraite et originaire de région de l'Ouest,

installé au Nord-Ouest depuis plus de 30 ans avoue qu'il ne va quitter pas cette région. «*Si je ne suis pas mort pendant les années dites de braises, ce n'est pas maintenant que je vais périr. Bamenda c'est aussi le chez moi*», a-t-il argué.

Glyphosate

Un poison à la peau dure

Bien que déclaré dangereux pour la santé et l'environnement cet herbicide se vend comme des bouts de pain à des personnes inexpertes au Cameroun.



Par Adrienne Engono Moussang

Même si près de 30 ans se sont écoulés et qu'il s'est adapté plus ou moins au produit, Pierre M. garde encore frais, les souvenirs de l'herbicide qu'il a utilisé dans son champ lors de ses premiers pas dans l'agriculture. Ce natif du village Bokaga dans l'arrondissement de Bokito, département du Mbam et Inoubou, région du Centre (à 2h30 de route de Yaoundé) avait 20 ans à peine lorsque son père est décédé. Il est contraint de produire l'ananas. «*Les herbes me menaçaient tellement qu'un ami m'a conseillé d'utiliser un herbicide et c'est le Roundup (produit dont une molécule, le glyphosate a la caractéristique d'un herbicide, Ndlr) que j'ai acheté. Tout naïvement, j'avais pensé qu'une forte dose va rapidement brûler l'ivraie*», se rappelle celui qui s'est aujourd'hui affirmé dans le secteur agricole.

Seulement, l'herbicide produira même les résultats bien au-delà des attentes du paysan. «*Tout a brûlé curieusement ; même les ananas*», s'étonne-t-il. Le glyphosate se vend toujours bien au Cameroun. Un tour au marché du Mfoundi à Yaoundé vendredi 14 septembre démontre à suffisance la ruée des agriculteurs vers ce produit phytosanitaire. Les clients n'ont que l'embarras du choix face aux différentes propositions à la taille de toutes les bourses ; 2500Fcf à 3000Fcf le litre. Chacun a déjà sa recette pour « se protéger contre les effets néfastes du produit ». « J'utilise un cache-nez. Parfois je ressens comme un étouffe-



Le glyphosate toujours présent au marché.

ment au niveau de la poitrine et des brûlures à la gorge après que j'ai pulvérisé mon champ. Comme réponse, je prends du lait, sucré ou non », confie un planteur de maïs. Celui-ci rencontré, au marché du Mfoundi, s'est approvisionné en glyphosate. Les planteurs qui utilisent ce pesticide présentent des mains

devenues blanchâtres avec des tâches s'apparentant à de la darte que même l'huile de palmiste n'arrive plus à faire disparaître. Tout comme il peut se dégager que, bien qu'ayant parfois des impacts négatifs sur la santé et l'environnement, le Roundup, à l'instar d'autres pesticides semble se vendre au mépris des normes et textes réglementaires ; ceci à cause de l'absence d'encadrement des producteurs, entre autres.

En 2015, le Centre international de recherche sur le cancer (Circ) qui dépend de l'Organisation mondiale de la santé l'a toutefois classé comme cancérigène probable, à en croire le site d'information. En France, malgré la mobilisation des écologistes, l'herbicide ne sera pas retiré du marché avant 2021 parce que sa licence a été renouvelée. « C'est une affaire de lobbying. Ceux qui produisent cet herbicide ont de l'influence sur les dirigeants parce qu'ils ont soutenu financièrement leur arrivée au pouvoir », souffle une source au ministère de l'Agriculture et du Développement rural. 8000 procédures judiciaires ont été engagées contre Monsanto aux Etats-Unis. La firme a récemment été condamnée à verser à verser 289 millions de dollars à un jardinier qui utilisait ce produit.

En fait, cet ancien paysan victime d'un cancer incurable causé par ce pesticide accuse la firme américaine Monsanto, d'avoir caché la dangerosité de son produit. En France deux camps s'opposent : «*selon les auteurs de l'étude, leur expérience explique pourquoi l'autorité européenne de sécurité des aliments (Efsa) n'a pas classé le glyphosate dans la catégorie des cancérigènes probables : cette institution évalue uniquement la toxicité des ingrédients actifs tels qu'ils sont déclarés par les fabricants. Le Centre international de recherche sur le cancer (Circ), au contraire, se base sur les études épidémiologiques des formulations entières, raison pour laquelle cette institution considère bien le glyphosate comme un cancérigène probable*», peut-on lire sur www.consoglobe.com.

Thadée Boudjeko

Il y a un problème de contrôle des produits phytosanitaires

Biotechnologue, il s'inquiète de la montée des cas de cancers chez les agricultrices des villages autour de Dschang dans la Menoua.



Par Adrienne Engono Moussang

Pour vous, la polémique autour du Roundup (glyphosate) a-t-elle sa raison d'être quand l'on veut avoir un rendement agricole ?

La rentabilité d'une agriculture n'est pas une question de main d'œuvre. C'est plutôt un problème de niche. Nous voyons de plus en plus que si les consommateurs ont une alternative dans le choix des produits agricoles sains, ils n'hésiteront pas à le faire ; il y a une classe moyenne qui s'agrandit. C'est elle qui aujourd'hui fait ses courses dans les supermarchés pour s'approvisionner en viande, poisson, plantain, etc. Il suffit que des gens osent dans l'agriculture biologique, ils trouveront des clients qui vont accepter de payer le prix pour bien manger en évitant les pesticides et les maladies que ceux-ci causent. Il faut simplement qu'il y ait de la traçabilité sur les techniques culturales utilisées. De manière empirique, j'ai constaté que le nombre de femmes exposées aux cancers dans les villages (particulièrement dans le département de la Menoua, région de l'Ouest) a augmenté, pendant que celles des grandes agglomérations sont moins atteintes. Qu'est-ce qui peut expliquer cela si ce n'est l'utilisation des pesticides. Ce n'est pas seulement l'herbicide glyphosate.



Qu'est-ce qui peut expliquer l'utilisation anarchique de cet herbicide particulièrement ?

Il y a un problème de contrôle qui se pose. Il y a une molécule qui entre dans la fabrication des pesticides (le metaxyl) qui a été déclarée dangereuse pour la santé et l'environnement. Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a exigé le retrait de tous les produits à base de cette molécule. Malheureusement, la mesure n'est pas respectée, quatre ans après la circulaire du ministre.

Comment venir à bout de cette situation ?

Je pense qu'il faut laisser le privé intervenir dans le secteur. Le contrôle est jusqu'ici étatique. C'est une affaire de corruption ; l'Etat n'a pas les moyens nécessaires pour ce travail. Il est d'ailleurs possible de laisser celui qui contrôle importer. Parlant du glyphosate, il peut aussi arriver que la dose en France ne soit pas la même au Cameroun. L'Etat qui contrôle ces produits n'a même pas de laboratoire pour le faire. Or dans un pays comme le Nigeria, les contrôles se font de façon inopinée. Vous voyez des experts qui descendent sur le marché et prélèvent des échantillons des produits qu'ils vont examiner. Le moindre inconvénient est signalé et le retrait du marché se fait automatiquement.

Choléra

Déjà 27 décès enregistrés au Cameroun



Par Cyril Marcel Essissima (stagiaire)

Face à la presse le 17 septembre à Yaoundé, le ministre de la Santé publique (Minsanté), André Mama Fouda, a fait le point sur l'épidémie de choléra déclenchée officiellement le 14 juillet dernier. « 310 cas suspects notifiés dont 27 décès », a-t-il indiqué. Il en résulte également que le Littoral, l'Adamaoua, le Nord et l'Extrême-Nord sont « les régions les plus sensibles ». Pour l'heure, seule la région du Nord continue d'enregistrer des cas suspects. 10 personnes sont actuellement hospitalisées dans les districts de santé de la région.

Le Cameroun reste constamment menacé, d'autant plus que depuis les premiers cas de choléra notifiés en 1971, les chiffres sont croissants.

Si la région du Centre a pu être sauvée, André Mama Fouda conseille aux populations d'« utiliser systématiquement les latrines ou les W.C ; se laver régulièrement les mains avec de l'eau et du savon avant les repas et au retour des toilettes ; laver les aliments et les consommer bien cuits ».

Cameroun-Bad

Des projets évalués à 275 milliards Fcfa menacés d'annulation

Des contraintes d'endettement pourraient plomber la construction de la Ring Road, l'interconnexion électrique entre le Cameroun et le Tchad, ainsi que la voie ferrée entre les deux pays.

 Par Ludovic Amara

Le 17 septembre à Yaoundé, Ousmane Doré, le directeur général de la région Afrique centrale de la Banque africaine de développement (Bad) a eu du mal à cacher son embarras face au ministre camerounais de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (Minepat), Alamine Ousmane Mey. Le haut responsable de la Bad accompagnait Khaled Sherif, vice-président en charge du développement régional, de l'intégration régionale et de la prestation de services au sein de l'institution financière africaine qui était en visite au Cameroun.

Au cours de la rencontre de travail avec le Minepat, Ousmane Doré a énuméré les obstacles qui freinent la réalisation des projets de la Bad au Cameroun. Il s'agit notamment du Programme économique et financier (Pef), des contraintes d'endettement du pays et les lourdeurs administratives qui font peser la menace d'une annulation des projets en cours d'un montant global de 275 milliards Fcfa.

Engagements

« Effectivement, a commencé Ousmane Doré, vous l'avez dit Monsieur le ministre, c'est 815 milliards Fcfa le niveau des engagements aujourd'hui [entre le Cameroun et la Bad] ; si l'on ajoutait les programmes en cours, c'est près de 275 milliards Fcfa additionnels, qui viendraient s'ajouter. Y compris le projet de Ring Road. Mais aussi et surtout le projet d'appui à la compétitivité de l'économie ». Au sujet de l'appui au Pef



Ousmane Doré. Directeur général Bad Afrique centrale.

dans lequel la Bad est engagé avec d'autres partenaires au profit du Cameroun, le directeur régional rappelle que « la première phase, nous l'avons faite en 2017, pour un montant d'environ 200 millions dollar [plus de 112 milliards Fcfa]. Cette année la Banque a décidé d'appuyer la deuxième année du programme pour un montant de 98 milliards Fcfa, ce qui nous place au-dessus de la Banque mondiale et d'autres partenaires en termes d'appui au bouclage au Programme économique et financier ».

Contraintes d'endettement

Cependant, ajoute Ousmane Doré, « là-dessus nous avons quelques soucis ». Et le directeur général pour l'Afrique cen-

trale d'expliquer : « bien que nous soyons déjà dans l'instruction du dossier [c'est que] le conseil d'administration regarde les chiffres et s'aperçoit que nous apportons beaucoup plus que des institutions qui ont beaucoup plus de ressources que nous, notamment la Banque mondiale ». D'où cet appel en direction du gouvernement afin « qu'ensemble nous [voyions] comment les autres institutions peuvent rehausser le niveau de leurs contributions ».

En ce qui concerne les contraintes d'endettement, le haut responsable de la Bad rappelle qu'elles sont liées aux « programmes ». Aussi, développe-t-il, « les contraintes d'endettement auxquelles vous faites face posent beaucoup de problèmes. Et nous sommes conscients du fait que pour un pays comme le Cameroun, qui est en train de tendre vers son émergence, il est difficile d'imaginer qu'il ne puisse pas avoir des emprunts pour réaliser ses grands programmes ». Ousmane Doré précise qu'à la Bad, « nous nous sommes aperçus qu'il y a une enveloppe de contraintes d'endettement [du Cameroun] de l'ordre de 3000 milliards Fcfa dans lesquels il faut apporter tous les projets d'investissements. Certains de nos projets qui ont été approuvés depuis 2017 n'ont toujours pas fait l'objet de signature à cause de ces contraintes. La question est de savoir comment faire un plaidoyer pour que certains de ces projets ne soient pas éligibles à l'annulation ».

Ring Road

Dans la liste de ces projets, trône principalement le projet d'interconnexion électrique avec le Tchad, approuvé en décembre 2017 mais dont la signature est toujours attendue. Dans la même situation, Ousmane Doré relève que la signature de la convention de financement des études de la voie ferrée entre le Cameroun et le Tchad reste toujours attendue après l'approbation du projet en novembre 2017 ; toute comme la boucle routière Ring Road (avec le Nigeria) qui inquiète particulièrement la Bad. Sur un linéaire de 357 kilomètres, seulement 61 Km ont déjà pu être bitumés. L'Etat recherche 123 milliards Fcfa pour boucler cette route qui va relier le Cameroun au Nigeria. Le projet est une vieille promesse du président Paul Biya qui date de 1983, soit 35 ans déjà.

Ce dernier a tenu à préciser que des réformes en cours à la Bad tendent à faire passer l'institution financière de « banque d'approbation à banque d'exécution » d'où la nécessité « de s'assurer que les projets ne soient pas seulement approuvés mais exécutés dans la célérité ». Or, le Cameroun, selon ce responsable, est loin du compte : « Au Cameroun, entre l'approbation et la mise en œuvre, on a une moyenne de 15 mois ; pour une moyenne de 6 mois comme objectif affiché par la banque ».

Autant de freins qui hypothèquent la mise en œuvre des projets 2019 de la Bad au Cameroun. Son directeur général Afrique centrale invite à ce sujet les autorités camerounaises à des discussions sur une programmation plus « réaliste ». Lui donnant la réplique, le ministre Alamine Ousmane Mey a rejeté l'inquiétude sur le taux d'endettement. « Il y a des pays qui sont à 200% du Pib, et cela ne suscite pas autant d'émoi. Tout est fonction de la capacité d'endettement ». Et le Minepat d'insister : « Si vous vous endettez pour consommer, même à 10%, vous ne pourrez rembourser ». Alamine Ousmane Mey estime que si la question du taux d'endettement est pertinente, il n'y a pas matière à s'inquiéter car, « les projets qui font l'objet de l'endettement permettent d'être optimiste sur la qualité de cet endettement ».

Entretien routier

L'expérience de la décentralisation

En 2018, diverses activités de cantonnement ont été transférées à 138 communes sur toute l'étendue du territoire.

 Par Lucien Bodo

La route est encore longue pour atteindre la forme ultime de la décentralisation. Toutefois, de légers frémissements sont observés dans plusieurs secteurs de la vie publique. En 2018, l'un des domaines qui aura marqué les esprits concerne l'entretien routier. Cette année en effet, les services du ministère des Travaux publics (Mintp) renseignent qu'il s'est opéré un transfert des activités de cantonnement aux communes dans l'ensemble des dix régions.

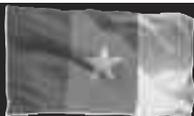
En fait, ces collectivités territoriales décentralisées vont désormais s'acquitter de plusieurs tâches qui étaient autrefois exécutées par le Mintp. Ces activités concernent, entre autres, le désherbage des abords de la route, le nettoyage et le décapage des accotements, le curage des ouvrages hydrauliques existant, la restauration des panneaux de signalisation et de sécurisation, le curage des fossés et exutoires, pour un montant de 2,65 milliards Fcfa. Au Mintp, on explique que la plupart des chantiers sont en cours. Ils concernent aussi bien les routes nationales que rurales et urbaines.

138 communes sont concernées par ce transfert de com-



Une route en chantier. Les communes entrent en scène.

pétences pour cette première année. Par ailleurs, les routes qui ne bénéficient pas de l'expertise des communes en 2018 subissent actuellement des travaux d'entretien confortatif. Dans une interview accordée à la presse le 15 janvier dernier, le Mintp, Emmanuel Nganou Djoumessi, a annoncé que les maires sont aussi « maîtres d'ouvrage en ce sens que ce sont eux qui vont planifier, programmer et conduire l'exécution des travaux de construction ou de maintenance de quelques axes routiers ». La politique de décentralisation en cours dans ce secteur va permettre de



Reportage

Présidentielle 2018

Le rectificatif de Mgr Samuel Kleda

L'archevêque métropolitain de Douala déplore la mauvaise lecture qui a été faite de sa lettre rendue publique le 24 août dernier.



Par Tatiana Ngnombouowo et Grace Kabadiang (Stagiaire)

L'archevêque métropolitain de Douala, Mgr Samuel Kleda, s'est voulu clair au cours de la conférence de presse qu'il a donnée hier lundi, 17 septembre. Le président de la Conférence épiscopale nationale du Cameroun (Cenc), a tenu à apporter des précisions sur « la mauvaise lecture » faite de la « lettre pastorale des évêques [du 24 août 2018], à l'occasion des échéances électorales 2018 et 2019 au Cameroun ». Puisqu'il pense qu'« une très mauvaise interprétation a été faite de ce document. Nous voulons aujourd'hui apporter des précisions. On n'a pas demandé aux électeurs de voter tel ou tel autre candidat. Nous avons juste donné des critères de sélection du candidat qu'il faut pour les Camerounais. [Notre] but est d'éclairer et accompagner les électeurs dans leur choix », précise-t-il.

Dans ladite lettre et en 17 points, l'archevêque de Douala s'adresse à tous les Camerounais, à tous les acteurs de la scène politique, aux hommes et femmes de bonne volonté, ainsi qu'aux fidèles du Christ. L'église catholique propose des critères pour le choix du candidat pouvant maintenir la paix et la stabilité. Ainsi, les critères du candidat que les citoyens sont encouragés à élire sont ceux : « Des candidats capables de faire face à la crise socio-économico-politique que traverse [notre] pays. Des candidats décidés à donner confiance tout aussi bien à [notre] peuple, qu'à la communauté internationale, en promouvant l'unité du pays et l'intangibilité de nos frontières, son indépendance véritable et sa dignité dans le concert des nations modernes. Des candi-



Mgr Samuel Kleda. Le président de la Cenc.

ats dont les programmes politiques sont à même d'apporter des solutions réelles aux problèmes que connaît [notre] pays, tels la corruption, la perte du sens du bien commun, la crise dans les régions, les inégalités sociales, le chômage des jeunes, la lutte contre la secte Boko Haram, le défis dans le monde judiciaire, la santé, l'éducation, les infrastructures », lit-on dans la lettre pastorale.

Par la même occasion, l'église encourage les chrétiens et tous les citoyens, à voter librement et sans contraintes. « En votant, faites preuve de tolérance en acceptant le droit à la différence d'opinion, en traitant avec

Bon à savoir

La Cnrgv

Dans le cadre du contentieux post-électoral (s'il y en a un relatif aux réclamations et autres plaintes qui pourraient être enregistrées à l'issue du scrutin présidentiel du 07 octobre prochain), elle entrera en scène. Tel que l'explique le code électoral en son article 68 alinéa 1, la Commission nationale de recensement général des votes (Cnrgv), est composée d'un président et des membres dont deux magistrats de l'ordre judiciaire, cinq représentants de l'administration, cinq représentants de Elections Cameroon (Elecam), et d'un représentant de chaque candidat ou parti politique en compétition. Cette composition est constatée « par résolution du Conseil électoral » ; laquelle est communiquée au « Conseil constitutionnel et tenue à la disposition du public » (alinéas 2 et 3 du même article).

Concernant ses attributions, la Cnrgv est chargée de procéder au « décompte général des votes, au vu des procès-verbaux et des pièces annexes transmis par les commissions départementales de supervision » ; redresse les erreurs matérielles éventuelles de décompte des votes sans toutefois « annuler les procès-verbaux correspondants » (article 69, alinéas 1 et 2 du code électoral). Une fois ce travail effectué, elle dresse un « procès-verbal de toutes ses opérations. Ce procès-verbal, établi en autant d'exemplaire que de membres est signé du président (de la Cnrgv, Ndlr) et des membres présents. Un exemplaire est transmis dans un délai de cinq (05) jours au Conseil constitutionnel, accompagné des pièces annexes », explique l'alinéa 4 de l'article 69. L'alinéa 3 du même article de la loi électorale indique, à toutes fins utiles, que « le recensement général des votes est public et s'effectue au siège du Conseil constitutionnel ».

bienveillance vos adversaires, en les aimant », prescrit la lettre de six pages, qui demande également aux citoyens, d'accepter et de respecter les résultats dans le calme et sans actes de violence.

Zoom

Election présidentielle

Les candidats et les personnes handicapées

La ratification des conventions internationales et la gratuité des soins sont entre autres promesses faites par ces derniers.



Par Florentin Ndatewouo

Les candidats en course pour la présidentielle du 07 octobre prochain sont unanimes sur la question de l'inclusion politique des personnes handicapées. Réunis le 14 septembre dernier à Yaoundé, les représentants desdits candidats ont, à tour de rôle, présenté leur projet de société relatif à la prise en charge des personnes handicapées. Par l'intermédiaire de son représentant, le candidat investi par le Front populaire pour le développement (Fpd), Akere Tabeng Muna, dit vouloir « créer les conditions d'accessibilité aux bâtiments administratifs par les personnes handicapées ; instaurer dans toutes les écoles, le langage des signes ; 20% des postes dans les supermarchés seront dédiés aux personnes handicapées ». Le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc), se dit prêt à impliquer les handicapés dans les hautes sphères de prises de décisions. De plus, « dans les concours administratifs, les personnes handicapées auront 5% », promet la formation politique de Maurice Kamto.

Pour Cabral Libii, la prise en charge des personnes handicapées dans les politiques publiques commence à la base. « La première chose que je vais faire, c'est de créer dans chaque commune, un centre d'accueil des personnes handi-

capées ; créer une direction en charge de l'emploi des personnes handicapées au Fne (Fonds national de l'emploi, Ndlr) », promet-il. La gratuité des frais de santé est une priorité pour le candidat du Mouvement citoyen national camerounais (Mcn), Frankline Afanwi Ndifor. « Quand une personne handicapée est malade, elle ne devrait plus avoir à se voir imposer les frais d'hôpital à l'entrée d'hôpital », pense-t-il. L'équité est la clé de voûte de la politique du Peuple uni pour la rénovation sociale (Purs), sur la prise en charge des personnes handicapées. « Nous souhaitons que tout le monde puisse être au même pied d'égalité en développant l'équité qui permet de répondre aux besoins spécifiques », avance le candidat.

Au cours de cette entrevue, le directeur exécutif de la plateforme inclusive des personnes handicapées, François



Dîner d'inclusion politique des personnes handicapées. Une vue des participants.

Kenfack, a toutefois émis des réserves sur le code électoral, concernant les personnes handicapées. « Il est interdit une certaine circulation le jour des élections, et les personnes handicapées ont besoin des moto-taximen ou un taxi... Le code électoral n'a pas dit que le jour de l'élection, il y a une restriction du transport en commun, sauf les électeurs handicapés munis de leur carte d'électeur devraient bénéficier des mesures exceptionnelles de circulation le jour des élections », souhaite-t-il.

Reportage

Campagne de Paul Biya

L'Océan prêt pour le 22 septembre prochain

L'élite militante du Rassemblement démocratique du peuple camerounais de ce département utilisera la stratégie du porte à porte pour battre campagne.

Par Lazare Kingue

Les armes de la campagne électorale sont déjà toutes affûtées dans le département de l'Océan. Ce territoire, qui est l'un des plus influents politiquement dans la région du Sud, à cause de son échiquier (quasiment acquis) au Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc), se dit prêt pour le 22 septembre prochain, date du lancement officiel de la campagne pour l'élection présidentielle du 07 octobre prochain. L'Océan apprend-on, battra absolument campagne pour Paul Biya. La stratégie de cette campagne a été dévoilée samedi 15 septembre dernier, lors d'une réunion présidée à la permanence du parti Rdpc de Kribi, par le chef de la délégation permanente du Comité central du Rdpc pour l'Océan, Jules Doret Ndongo, par ailleurs ministre des Forêts et de la Faune (Minfof).

D'après ses explications, il s'agira d'une campagne de proximité qui exclut les meetings. « L'un des points de cette rencontre était de partager avec nos camarades, les directives, orientations et précisions de monsieur le secrétaire général du Comité central, sur la circulaire qui organise la campagne électorale. Et nous avons retenu que c'est une



Une vue de la réunion présidée à la permanence du parti Rdpc de Kribi.

campagne de proximité. Il n'y aura pas de meeting. Il n'y aura pas d'étalage ou de mise en place de contrepartie du genre "maquereau contre le vote", met en garde Jules Doret Ndongo.

L'un des centres d'intérêt de la réunion de samedi dernier, était également, de rendre compte à l'ensemble des militants et des forces vives du département de l'Océan, des montants et moyens collectés par ledit département, pour la campagne électorale du président national du Rdpc. « Ce montant est d'environ 78 millions Fcfa », informe le chef de la délégation permanente du Comité central du Rdpc pour l'Océan. Dans la liste des contributions, l'arrondisse-

Mifi

Près de 83 millions Fcfa collectés

Par Robert Nkaké

Les sections du Rassemblement démocratique du peuple Camerounais (Rdpc) de Mifi-Centre, Mifi-Ouest et Mifi-Nord ; se mobilisent pour soutenir leur président national, Paul Biya, candidat à sa propre succession au scrutin du 07 octobre prochain. Aux côtés de leurs militants, les trois présidents desdites sessions, ont consolidé leur attachement à la fibre partisane. C'était au cours d'une rencontre tenue le 15 septembre dernier. Une occasion pour les forces vives du département de la Mifi, de mettre la main dans la poche pour collecter une somme de 82.830.000 Fcfa. Cette mobilisation de fonds vise à mener à bien la campagne électorale qui s'annonce. Séance tenante, les militants réunis aux côtés du sénateur Sylvestre Ngouchinghé, par ailleurs chef de la délégation permanente départementale du Rdpc, ont promis une victoire écrasante du « parti du flambeau ardent » le moment venu.

ment de Bipindi est classé en tête avec une somme de 09 millions Fcfa. Mvengue vient en deuxième position, avec 08 millions Fcfa de contribution. L'arrondissement de Kribi II occupe le dernier rang sur les 09, avec un taux de collecte de moins d'un million Fcfa.

Par ailleurs, l'équipe dirigeante de la campagne dans cette partie du Sud a été présentée. Elle a pour président, le ministre Jules Doret Ndongo et pour vice-président, le délégué du gouvernement auprès de la Communauté urbaine de Kribi (Cuk). Les parlementaires Ngaly Ngoua et Grégoire Mba Mba, ont été repêchés et figurent (quand même) parmi les simples membres.

Reportage

Présidentielle 2018

Le directeur de campagne du Mrc est connu

Avec Paul Eric Kingue, la « coalition gagnante » s'emploiera à investir le terrain pour la victoire de Maurice Kamto concernant le scrutin du 07 octobre prochain.

Par Jean-Christophe Ongagna

Morceaux choisis de la deuxième convention ordinaire - tenue du 13 au 15 avril dernier - diffusés sur écrans télévisé et géant, tissu pagne dévoilant les symboles du parti et Flying Banners à l'effigie de Maurice Kamto exposés çà et là ; le tout, complété par des baffles qui dans une salle et à l'extérieur, diffusent des sonorités dédiées au candidat du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc), à l'élection présidentielle du 07 octobre prochain. Ce décor de campagne (avant l'heure) était visible hier 17 septembre, au siège de cette formation politique sis au quartier Odza à Yaoundé.

Et pour cette occasion inhabituelle, Maurice Kamto aura tenu en haleine ses militants et sympathisants - jusqu'à la tombée de la nuit -, pour leur dévoiler sa surprise. Celle-ci vient du Mouvement patriotique pour un Cameroun nouveau (Mpcn). En effet, son président national, Paul Eric Kingue, a été désigné comme étant le directeur de la campagne du « tireur de pénalty ». Autour de l'ancien maire de Njombé-Penja, gravitent les directoires « national » et « stratégique » du Mrc, essentiellement dédiés à la coordi-



Maurice Kamto et son directeur de campagne, Paul Eric Kingue.

nation générale de ladite campagne. Ensemble, ils effectueront un travail de terrain pour la victoire au prochain scrutin présidentiel, de l'ancien ministre délégué à la présidence de la République, chargé de la Justice.

Dans cette optique, seront également mis à profit, six partis politiques. La « coalition gagnante », d'après Maurice Kamto, se compose de six formations politiques : la Dynamique de Albert Dzungang ; le Rassemblement démocratique pour la défense de la République (Rddr) de Dieudonné Lamgolo ; le Front de solidarité nationale (Fsn) de Zachée Pa'ami ; le Parti libéral démocrate (Pld) de Jean Robert Liapwe ; la Ligue démocratique (Ld) de Babio Ngono et le Mpcn de Paul Eric Kingué, qui croit qu'« ensemble c'est possible », et a décidé à cette fin, de soutenir « Maurika » car, convaincu de ce que « son pied ne tremblera pas ! ».

Cette coalition compte également en son sein, l'Union des populations du Cameroun - sections Ouest et Littoral, les membres du bureau et militants du parti des Patriotes démocrates pour le développement du Cameroun (Paddec), des membres de syndicats dont le Syndicat départemental des Dockers du Port Autonome de Douala, et André Blaise Essama, influent activiste et membre de la société civile. Les portes du Mrc, restent ouvertes, « même pour des militants frustrés du parti au pouvoir », a indiqué Maurice Kamto.

Nominations des proviseurs

Entre nostalgie et espoirs

Au sein des lycées de Yaoundé concernés par l'arrêté ministériel du 13 septembre dernier, l'heure est au bilan des anciens chefs d'établissements.



Par Rosine Ntolo

Lundi 17 septembre. Une journée ordinaire se profile à l'horizon au Lycée bilingue de Mimboman. Après la traditionnelle cérémonie de levée des couleurs, les élèves en classe suivent les premiers cours de la matinée. Le balai des parents dans le bureau dédié au paiement de la scolarité se poursuit. Deux semaines après la rentrée scolaire, ils viennent pour s'acquitter des frais de l'Association des parents d'élèves et enseignants (Apee) de leurs enfants. Une vingtaine d'élèves retardataires agglutinés au portail attendent les instructions des surveillants. « *La journée a bien commencé, les élèves sont en classe, après une brève réunion, le personnel enseignant a rejoint les salles. Tout va pour le mieux* », explique un surveillant de secteur. La salle des professeurs, elle, est bruyante. Le sujet à l'ordre du jour, les nominations des proviseurs le 13 septembre dernier par le ministre des Enseignements secondaires (Minesec), Nalova Lyonga. Un décret qui place Mme Ngolle III née Cathérine Désirée Lovet Ndédi à la tête dudit lycée en remplacement de Mme Edjou'ou née Laurentine Eveng. A deux jours de ces nominations, le personnel enseignant et administratif est nostalgique. « *Le départ de madame Eveng nous fait très mal. On n'était déjà comme une famille, c'est grâce à elle que j'occupe le poste actuel. Elle administrait comme une véritable mère, elle savait être douce et compréhensible mais dure quand il le fallait* », explique un censeur. Ici, on est tous d'accord sur le fait qu'elle a réalisé de grands projets pour l'établissement. « *Le proviseur a tellement fait pour ce lycée. La preuve, en quelques années, le lycée est devenu bilingue, il y a déjà de la discipline et le lycée est compté parmi les meilleurs établissements de Yaoundé. La liste est très longue* », avoue un intendant.

Au Lycée d'Elig-Essono, l'ambiance est tout aussi stu-



Une vue du Lycée d'Elig-Essono.

dieuse. Les enseignants passent en revue les premiers exercices sur les leçons déjà étudiées. Des élèves retardataires ou désordonnés, balaies et serpillères en main, sont occupés à donner un coup de propre aux espaces dûment choisis par les surveillants de secteur. La nomination vendredi dernier d'un nouveau proviseur ne change en rien les habitudes. « *C'est une collaboratrice précédemment censeur ici même au Lycée d'Elig-Essono, qui a été désignée au poste de proviseur. Elle est dans la même maison mais change juste de chambre. Nous allons juste continuer de travailler pour que l'établissement se porte le mieux possible* », renseigne un professeur d'anglais. Le personnel égraine un chapelet de doléances que Abada Nguéle née

Nathalie Mbarga, nouveau proviseur, devra le plus tôt possible examiner. « *Cela n'avait que trop duré, tout se faisait au ralenti, nous espérons qu'avec l'impulsion d'une nouvelle dynamique beaucoup de choses vont changer* », lance un enseignant avant d'ajouter « *depuis des années rien n'a changé au Lycée d'Elig-Essono, certaines salles de classes sont en matière provisoire, les bâtiments sont vétustes alors qu'il y a les frais d'Apee que les parents payent chaque année. Que celle qui arrive rende le lieu plus vivable et exploite cet immense espace* ». Pour les proviseurs sortants, l'heure est aux derniers réglages en attendant l'installation officielle par le ministre des enseignements secondaires, Nalova Lyonga.

Ibrahim Ag Nock

La connexion entre l'employé et le marché du travail

Le nouveau président de l'Association africaine des services d'emploi publics a été installé dans ses fonctions, mardi 11 septembre dernier à Yaoundé.



Par Rosine Ntolo

Il a été porté à l'unanimité à la tête de l'Association africaine des services d'emploi (Aasep), le 17 avril dernier. Ibrahim Ag Nock va désormais présider aux destinées de cette agence publique de 19 pays africains dont le but est de promouvoir l'emploi et de lutter contre la pauvreté. L'homme est d'ailleurs décrit par ses pairs comme un travailleur infatigable et une personne avide de connaissances. Des qualités que l'originaire du Mali entend mettre à la disposition de cet organe afin de poursuivre les œuvres de son prédécesseur à ce poste André Nyanga Elanga, de la République du Congo Brazzaville.

Devant son auditoire, le 11 septembre dernier, jour de passation de service, le directeur général de l'agence nationale



pour l'emploi (Anpe) au Mali veut surtout impulser une nouvelle dynamique à la coopération et au partenariat entre les services publics emploi et les autres acteurs du marché du travail. Ainsi, durant son mandat de trois ans, un accent particulier sera mis sur le développement des capacités notamment la qualité des ressources humaines et additionnelles pour les services publics emploi (Spe). « *Face à l'ac-*

célération des mutations technologiques, les services publics emploi (Sep) africains ne sauraient rester en marge des transformations complexes qui s'opèrent dans le monde du travail. Des formations de haut niveau sont des réponses adéquates au déficit et à la pénurie de compétences des Spe, afin qu'ils s'adaptent aux mutations en cours et à venir », confie le vice-président de l'Association mondiale des services publics emploi (Amsep) pour la région Afrique.

La révolution digitale occupe également une place de choix dans son mandat. « *Une adaptation des offres des services à la numérisation s'avère très importante, l'impact sur le métier va croissant. Il est donc question, de maîtriser les fondements de l'économie numérique et les interactions avec les nouveaux métiers ainsi que les nouvelles formes d'intermédiation afin de garantir aux chercheurs d'emplois plus de visibilité* », affirme le titulaire d'un master professionnel en décentralisation et ingénierie de développement option gestion de projet (2010 ndlr). Il est notamment prévu du 10 au 21 décembre prochain, une formation à destination des conseillers emploi sur le thème: « *Révolution digitale et le métier de conseiller-emploi en intermédiation* ».

Daniel Kengni Tiomo

Permettre aux aveugles d'avoir envie de fréquenter

Le président de l'association d'aveugles (Anaumic) revient sur la tenue les 29 et 30 août derniers à Yaoundé du deuxième forum sur les Tic accessibles à cette couche sociale.

 Par Arnaud Kuipo

« Les aveugles camerounais face aux nouveaux enjeux socio-juridiques et professionnels des Tic accessibles ». Pourquoi ce thème pour cette deuxième édition du forum ?

Parce que la loi qui régit l'économie numérique n'a pas prévu la participation des non-voyants dans le processus. Et à ce niveau, nous voulons que les commandes publiques, pour les ordinateurs et consorts, prennent en compte ce volet. Si donc la loi ne peut pas être amendée, on peut à la limite sortir un texte spécifique pour donner tout au moins la possibilité aux dirigeants de prendre en considération cette approche. Nous sommes quand même près d'un million d'aveugles au Cameroun. Je pense que si cet aspect est négligé, on sera surpris demain.

A quoi renvoie l'expression « Tic accessible » ?

Ça veut dire Tic qui n'exclut aucune catégorie sociale. L'ordinateur a été inventé pour les clairvoyants. Et pour le non-voyant il existe deux logiciels spécialisés : NonVisual



Desktop Access (NVDA) et Job Access With Speech (JAWS). Ils lui permettent de travailler en écoutant l'écho de ce qu'il fait. C'est donc une nouvelle approche techno-

logique qui permet au non-voyant de se sentir inclus dans la société.

Ce forum s'inscrit visiblement dans la logique de la tradition...

Tout à fait ; puisque Yaoundé a abrité le premier forum les 31 août et 1er septembre 2016. Il avait pour fil conducteur : « Briser l'écran qui sépare les aveugles des Tic ». Le prochain forum, pour sa part, est prévu dans deux ans. Mais nous aurons entre temps la deuxième session du comité technique de suivi des recommandations issues de ces assises. Pour revenir à cette deuxième édition, nous nous sommes appuyés sur le constat selon lequel rien n'est prévu de manière juridique pour favoriser l'accès des déficients visuels aux technologies de l'information et de la communication (Tic). Or, nous avons constaté, au niveau de l'Association nationale des aveugles utilisateurs du matériel informatique du Cameroun (Anaumic), que ces Tic représentent de

nos jours la voie par laquelle le non-voyant peut passer pour négocier son inclusion sociale. En fait, ce forum est en quelque sorte un cadre de veille technologique.

Prix Jeunesse Francophone 3535

Un Camerounais parmi les 35 lauréats

 Par Perrine Masso (Stagiaire)

Les 35 jeunes qui font bouger l'espace francophone cette année sont connus. Ceci s'inscrit, d'après francophonie3535.com, avec les Prix Jeunesse Francophone 3535 qui récompensent chaque année 35 jeunes francophones inspirants âgés de 18 à 35 ans ; lesquels ont à leur actif des réalisations qualifiées d'« exceptionnelles » dans leurs communautés. Pour cette troisième édition, un Camerounais figure parmi les lauréats. Il s'agit de Philippe Nkouaya, âgé de 27 ans. Il est le promoteur de « Philjohn Technologie », une entreprise de consulting et d'intégration de systèmes intervenant dans le business intelligence, la transformation digitale, la gestion clientèle et des données. Son champ d'action principal est la sécurisation des données et l'archivage numérique ; ceci pour un chiffre d'affaires excédant 100 millions Fcfa.

290 jeunes innovateurs postulants résidant dans 36 pays et quatre continents ont été enregistrés pour cette édition. De l'agriculture en passant par la mode, la musique, l'entrepreneuriat et la technologie, entre autres, il n'est pas un secteur qui soit épargné. Une diversité de profils se distingue à cette occasion. De plus, cette édition marque l'introduction de prix spéciaux dits Prix « Elan pour la jeunesse » (quatre lauréats) ; lesquels octroient une reconnaissance à des francophones de tout âge dont les actions bénéficient ou accordent une attention particulière aux jeunes



Philippe Nkouaya, le lauréat camerounais.

francophones.

Quant à la cérémonie de récompense, elle se tient le 09 novembre prochain à Abidjan en Côte d'Ivoire. Elle réunira les décideurs du monde francophone pour le dévoilement du Super Prix du Jeune Francophone de l'année et la remise d'un trophée à chaque lauréat. Un autre événement, « Inspiration francophone », suivra le 10 novembre où plusieurs lauréats, face au grand public, parleront de leurs parcours et leurs réalisations.

Fracture numérique

13 millions de Français à former

 Par Arnaud Kuipo avec lefigaro.fr

Le gouvernement français veut former 13 millions de compatriotes en vue de combattre la fracture numérique. Dans le cadre du plan pauvreté présenté par Emmanuel Macron le 13 septembre dernier, une enveloppe de quelque 100 millions d'euros (plus de 65 milliards Fcfa) est prévue pour former les Français qui ne savent pas utiliser les outils numériques. En effet, le gouvernement espère former 1,5 million de personnes par an, pour toucher, au final, les 13 millions de Français peu à l'aise avec les outils du numérique, d'après les observations officielles.

Cette initiative consiste en des formations à destination de la cible. Plusieurs partenaires seront chargés de repérer les candidats potentiels, sur différents critères : a-t-il ou a-t-elle une adresse mail ? Effectue-t-il ou effectue-t-elle des démarches administratives en ligne ?

A cet effet, le public visé est large. Et ces formations concernent aussi bien les personnes âgées que celles plus jeunes, plus à l'aise avec les technologies, par exemple pour se divertir, mais qui ne savent pas s'en servir pour des démarches officielles. Ces formations, d'une durée de 10 à 20 heures, feront partie d'un « pass numérique », distribué, entre autres, par l'assurance maladie, les villes ou les départements, selon les situations. Aujourd'hui, 94% des Français sont équipés d'un téléphone mobile, dont 73% d'un smartphone, et 81% d'un ordinateur, d'après l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

Menuiserie métallique

Révolution du métier de forgeron

La tendance est de plus en plus à l'usage de l'acier pour la construction et la décoration des habitations.



Par Claude Olivier Banaken

Coups de marteau, coupure de fer, des étincelles qui fusent lors d'une soudure bruyante. Voilà quelques éléments qui perturbent la communication entre les populations situées près d'un atelier de menuiserie métallique et d'aluminium, au quartier Mvog-Ada à Yaoundé. Les dents serrées, les biceps gonflés, Archi Kaffo, s'attèle à tordre une barre de fer, avant d'ajuster le pli à l'aide d'un marteau. Soudain, il reçoit la visite d'un ami avec qui il a rendez-vous. Débordé de travail, le menuisier demande à ce dernier, de repasser dans deux heures ; le temps pour lui d'achever sa tâche.

Un peu plus loin au lieu-dit carrefour Pakita, se dresse une autre structure spécialisée dans le travail de la ferraille. En effet, les menuisiers métalliques, comme on les appelle, fabriquent et installent des portes, fenêtres, antivols, portails, et bien d'autres accessoires ; grâce à de l'acier. Les prix de ces outils varient en fonction de la qualité du matériel et du mètre carré. Pour ne prendre que cet exemple, le prix d'une grille forgée en fer peut coûter entre 25.000 Fcfa et 100.000 Fcfa.

Innovation

Avec la concurrence observée sur le marché, de nombreuses entreprises du secteur sont aujourd'hui obligées d'élargir leurs champs d'activité, en proposant d'autres objets tels que : des portes-rideaux, des tables et des chaises en acier. Celles-ci œuvrent également dans la fabrication des charpentes, des carrosseries métalliques, etc. Pour Brice Puegue, être menuisier métallique, c'est « travailler pour sécuriser tout ce qui concerne le bâtiment », explique ce responsable d'un atelier.



Un pratiquant à l'œuvre.

A en croire certains menuisiers métalliques, ces ouvrages qui combinent à la fois performances techniques et esthétiques, sont une forme de modernisation du métier de forgeron. « La forge est une branche de [notre] travail. Nous faisons fondre le fer parfois, avant de le transformer », explique Archi Kaffo.

Pour arriver à ce stade, « il faut savoir comment manœuvrer le fer », précise Brice Puegue. Aussi, il est nécessaire de s'approprier l'utilisation des matériaux tels l'appareil à souder, la meuleuse, le marteau, l'étau, la scie, la chignole,... La menuiserie métallique présente ainsi de nombreux avantages. Elle est durable, esthétique, et convient à la construction neuve ou ancienne. Seulement, la pratique de ce métier comporte de nombreux dangers. Notamment, le mal des yeux, causé par les étincelles lors des soudures.

Aussi, les menuisiers-ferronniers sont exposés à d'autres maladies comme le tétanos en cas de blessure causée par un fer rouillé. C'est pourquoi, « le service d'hygiène de la mairie nous exige d'avoir des boîtes à pharmacie pour les premiers secours », confie Archi Kaffo.

Parmi les difficultés rencontrées au quotidien par les pratiquants de cette activité, l'on note le non-respect des clauses des contrats par les clients et la mauvaise qualité du matériel vendu dans les quincailleries. « Il y a des tubes qui sont fabriqués avec la tôle de 7/10. Ces derniers sont difficiles à souder. Pourtant, la norme voudrait qu'on les fabrique avec des tôles de 1.2 », déplore Brice Puegue, qui nous confie que malgré tout, l'activité nourrit bien son homme. « Si on vous dit que ça ne paye pas, c'est être un peu malhonnête », conclut-il.

Bertrand Iyanga

Du ciment à la ferraille

Diplômé en maçonnerie, ce dernier a plutôt préféré se lancer dans la menuiserie métallique pour se distinguer des autres membres de sa famille.



Par Claude Olivier Banaken

« Travailler et prendre de la peine », se répète Bertrand Iyanga tous les matins, au moment de se rendre à son lieu de travail. Un atelier de menuiserie métallique situé au lieu-dit « Montée Ludo » à Yaoundé. A 25 ans seulement, il a déjà six ans d'expérience dans cette activité. Passionné des matériaux comme le ciment et le fer, ce jeune originaire de la région du Sud-Cameroun a un parcours assez atypique.

En effet, c'est en classe de 4e année, après l'obtention son Certificat d'aptitude professionnel (Cap) option maçonnerie, que Bertrand Iyanga décide d'abandonner les bancs pour se lancer dans la menuiserie métallique. Son choix est motivé par le fait que sa famille est une pépinière à maçons. « J'ai décidé de me distinguer en changeant de branche. De la maçonnerie à la menuiserie



métallique », explique-t-il.

Sa nouvelle vie professionnelle commence alors par une rencontre en 2012, lorsqu'il quitte Campo (dans le département de l'Océan), pour s'installer à Yaoundé, la capitale politique du Cameroun. « C'est un ami à mon grand-frère, passionné de la rouille, qui m'a fait découvrir ce métier, et j'ai été séduit », se remémore Bertrand Iyanga.

La menuiserie métallique en cinq points

- Avoir une bonne vue. Si vous avez des problèmes de vue, vous ne pouvez pas exercer cette activité ;
- Etre physiquement fort ;
- Avoir une bonne connaissance du métier ;
- Disposer du matériel de base (l'étau, la scie, une meule, une chignole, un poste de soudure, en l'occurrence) ;
- Avoir le capital conséquent pour réaliser quelques expositions, susceptibles de se lancer véritablement dans l'activité.

Par la suite, le jeune homme reçoit une formation « sur le tas » et durant laquelle, il doit apprendre vite en un laps de temps. « Au début, je ne comprenais rien, mais mon patron me rassurait », dit-t-il.

Bertrand Iyanga n'est également pas prêt à oublier sa première bonne affaire. Lui à qui son ami a fait gagner un marché de 500.000 Fcfa. « Il s'agissait de réaliser 05 fenêtres et 18 portes en fer pour un établissement scolaire. Je l'ai fait et mon ami était fier de mon travail, au point de me promettre d'autres marchés », raconte tout joyeux, le jeune menuisier-ferronnier.

S'agissant des difficultés rencontrées lors de son travail, Bertrand s'en sert pour se forger un moral d'acier.

Fiancé et père d'un enfant, Bertrand Iyanga arrive à joindre les deux bouts grâce à son salaire. Aujourd'hui, le jeune homme nourrit l'ambition de se mettre à son propre compte, en ouvrant un atelier dédié à la menuiserie métallique dans la ville de Kribi. Occasion pour lui, de former les jeunes de sa localité, afin que ces derniers sortent de l'oisiveté.

Droit d'auteur

Des artistes réclament 4 milliards Fcfa

Ils ont manifesté leur ras-le-bol le 17 septembre dernier devant les services du Premier ministre.

 Par Vanessa Bassale

Mercredi dernier, au cours d'une conférence de presse, les artistes parmi lesquels K-Tino et Jean Pierre Essomè avaient annoncé qu'ils organiseraient une manifestation le 17 septembre devant les services du Premier ministre si leur réclamation n'était pas prise en compte. Hier lundi donc, ils étaient une bonne trentaine à se réunir. Avant de commencer leur mouvement d'humeur, ils ont exécuté l'Hymne national. Leur présence attire l'attention de plusieurs badauds. « *Ce sont encore les artistes avec leur éternel problème de droit d'auteur* », répond un monsieur à une jeune dame intriguée par ce rassemblement.

Les forces de maintien de l'ordre arrivées quelques minutes plus tôt empêchent les curieux de prendre des photos. Plutôt que de les étouffer, leur présence galvanise les manifestants qui, à haute voix crient leur misère. « *Nos enfants ne vont pas encore à l'école. Nous n'avons pas d'argent pour vivre convenablement* », crie par exemple la femme du peuple. « *Plusieurs d'entre nous sont décédés sans recevoir leur argent* », se lamentent-ils. Pour exprimer davantage leur peine, ils sont tous vêtus de noir. Des t-shirts et des chemises pour les uns, et des robes pour les autres. Dans la foule, l'on aperçoit des grands noms de la musique camerounaise comme Beko Sadey, Déesse, Pakito, Messi Ambroise, etc. Comme un seul homme, ils réclament le recouvrement de près de 4 milliards. Quelques minutes après le début du sit-in, il est demandé aux artistes de choisir les personnes qui iront rencontrer les responsables du Premier ministre. Sans surprise, K-Tino, Beko Sadey et plusieurs autres personnes sont



Les artistes pendant la manifestation.

choisis pour porter la voix de leurs pairs. Il est presque 12h, lorsque ces élus franchissent le seuil de la porte dudit ministère. Après plus de 2h de discussion, ils en ressortent. Ils sont accompagnés d'un représentant du Secrétaire général du premier ministre. Ce dernier est porteur d'un message

d'abaissement. « *Nous avons échangé avec vos correspondants. Vos doléances ont été prises en compte. Nous vous contacterons pour vous présenter les solutions que nous trouverons pour pallier vos problèmes* », promet-il. Sans perdre plus de temps, les artistes quittent le site. Sur leur visage, l'on peut clairement lire de la satisfaction.

Présidentielle 2018

Les artistes analysent l'offre culturelle des candidats

 Par Guy Martial Tchinda

Réunis à Yaoundé le 14 septembre dernier, les artistes et promoteurs culturels ont passé en revue l'offre des candidats à la présidentielle du 07 octobre prochain, dans le domaine de la culture. Tout a été minutieusement étudié, les bons points et les manquements relevés. « *Je constate une fois de plus la part congrue que les candidats à l'élection présidentielle consacrent à la culture. Il est peut-être mieux de commencer à faire de la politique. Et faire la politique dans notre sens c'est montrer qu'on existe* », pense savoir Echu, artiste comédien, qui se plaint de l'insuffi-

sance d'infrastructures culturelles au Cameroun.

« *Un candidat futé se serait inspiré des pays où les choses marchent. Je ne comprends pas comment on peut investir un milliard Fcfa pour acheter les cars-podium dans un pays où il n'y a pas de centres culturels* », s'est étonné un musicien.

Pour terminer, les artistes ont fait des propositions. Lesquelles propositions seront soumises à ces candidats avant le scrutin. « *Il faut des espaces culturels et des bibliothèques dans tous les quartiers* », a proposé Azazou, conteur et promoteur du festival international Minkana.

Focac

Ekambi Brillant désigné président

 Par Vanessa Bassale

Ekambi Brillant a été porté à la tête du Fonds camerounais d'action culturelle (Focac). C'était au cours des travaux qui ont conduit à la création puis à l'adoption et la mise en forme des textes dudit fonds. Le 14 septembre dernier, plusieurs artistes comme Rabiatou Njoya et Otias Vitalis ont fait le déplacement. Après avoir soulevé les problèmes qui minent leur activité, ils ont déploré le fait que tous projets dépendent totalement du financement public. Le but principal de ce fonds est donc de leur assurer une indépendance financière. Cela devrait permettre aux artistes d'obtenir facilement de l'argent pour la réalisation de leur projet culturel. Cet argent viendra de diverses structures et entreprises. Pour encourager les responsables desdites entreprises ceux-ci leur promettent une réduction fiscale de 5%. Hubert Mono Ndzana, l'un des intervenants principaux de cette rencontre pense que pour être efficace cette structure doit contenir en son sein les



membres des cinq sociétés de gestion de droit d'auteur. Il invite tous les acteurs du monde artistique à se joindre à eux afin qu'ensemble ils soient plus forts.

Grand prix Chantal Biya

Le livre de route est connu

Le document a été rendu public le 17 septembre dernier lors de la réunion que présidait le ministre des Sports et de l'Education physique.



Par Dimitri Mebenga

Le ministre des Sports et de l'Education physique, Bidoung Mkpatt a présidé le 17 septembre dernier la réunion préparatoire élargie du comité d'organisation de la 17e édition du grand prix international Chantal Biya dans la salle de conférences de son département ministériel. L'ordre du jour a porté sur l'état d'avancement des préparatifs à quelques heures du premier coup de pédales. Au cours de cette rencontre, le livre de route de la compétition a été dévoilé.

Le grand prix cycliste international, Chantal Biya est une compétition organisée par la Fédération camerounaise de cyclisme. Cette année, il va se tenir du 26 au 30 septembre. Elle est inscrite au calendrier international de l'Union cycliste internationale. L'épreuve est régie par les règlements de l'Uci représentée par un commissaire international qui cette année est le nommé Bilbao Zabala par ailleurs président du jury des commissaires. Durant les cinq jours de compétitions, les coureurs vont parcourir cinq étapes : une dans un circuit fermé et les autres en lignes, soit une distance de 699 km sur l'itinéraire ci-après, le circuit fermé à Yaoundé, au Centre et Sud : Yaoundé- Nanga-Eboko, Yaoundé- Ebolowa, Ngolbang- Sangmélisma- Meyomes-sala, Sangmélisma- Yaoundé.

En ce qui concerne la participation, les équipes de cinq coureurs au maximum et quatre au minimum sont invitées à participer à cette 18e édition. Il s'agit des équipes nationales, les ligues continentales Uci et les équipes régionales et clubs. En ce qui concerne les distinctions, le maillot jaune consacre le 1er au classement général individuel au temps, le maillot vert, 1er au classement individuel aux points, le maillot blanc à poids rouges, 1er au classement général du meilleur grimpeur, le maillot blanc, 1er au classement du meilleur jeune et le maillot bleu va récompenser le premier camerounais au classement général. Les équipes viendront essentiellement de deux continents. En Afrique (Burkina- Faso, Rwanda, Côte d'Ivoire, Cameroun) et Europe (Belgique, Hollande, Slovaquie, Angleterre).



Bidoung Mkpatt. Le Minsep.

Ahmad Ahmad

Nous allons mettre sur la table le rapport de Rolland Berger

La réaction intégrale du président de la Confédération africaine de football lors de sa visite au Niger vendredi 14 septembre dernier.



Par Rfi

Je ne sais pas ces spéculations. Je pense que ces dernières semaines, je n'ai jamais parlé du cas du Cameroun. Sur la débâcle des pays africains, souvent nous sommes habitués à un management qui est beaucoup plus déphasé par rapport à notre état d'esprit aujourd'hui. Souvent lorsque je refuse de répondre aux questions qui préoccupent certains journalistes, ce n'est pas parce que je ne sais pas. Je ne suis pas là entant qu'Ahmad. Je suis là entant que président de la confédération africaine de football et jamais je ne pourrais parler à mon nom personnel tant que je reste président de la confédération africaine de football.

Je parle au nom de la confédération sur la position admise par l'ensemble de nos membres. C'est pour cette

raison que vous avez vu, on n'a pas donné notre impression sur la débâcle après une évaluation. C'est un principe de travail, c'est un nouveau état d'esprit parce que nous ne sommes pas habitués à ça. Mais il faut qu'on aille, il faut qu'on respecte la démocratie, il faut qu'on parle entant qu'institution et non entant qu'individu.

La seconde préoccupation, vous avez entendu qu'il y a eu une réunion organisée par la Caf sur le lieu et donc mon collègue Jordan faisait partie de cette délégation, c'est une commission au sein de la grande commission d'organisation. Nous allons avoir une réunion prochainement pour que nous mettions sur la table le rapport de Rolland Berger qui est un cabinet d'audit privé qui a fait déjà fait plusieurs visites d'inspection, le secrétaire

général adjoint chargé de football et développement avec son équipe a fait une visite sur place nous allons nous réunir et vous allez entendre la position de la Caf sur l'organisation de la coupe d'Afrique. Il y aura une prise de décision. Ce n'est pas aujourd'hui que je peux le dire. Ce que je peux le dire ce que vous devez savoir ce n'est pas la Caf qui retire la Can à un pays ou à un autre. C'est le pays qui n'est pas prêt et se désiste. La Caf présente le cahier de charge, si vous êtes prêt on organise, si vous n'êtes pas prêt, ça veut dire que vous vous retirez de cet organisation donc ne changeons pas les choses. La réalité est que c'est le pays qui décide et le reproche donc aller au pays et non à la Caf.

Mondial de volleyball messieurs

Le Cameroun éliminé

Les Lions seniors ont enregistré leur quatrième défaite le 17 septembre dernier face à la Russie 3 sets à 0.

 Par Désiré Domo

Bien qu'au parfum de la difficile équation qui les attendait au moment de leur montée aux filets au cours de cette dernière sortie dans le groupe C face à la Russie, les Lions du volleyball continuent d'entretenir l'illusion d'une qualification au deuxième tour en terre italienne. Une illusion qui se transforme en désillusion dès le premier set. Les poulains de Blaise Mayam nourrissent l'ambition de disposer d'une Russie qui endort ses adversaires pour mieux les attaquer, sous prétexte que les Russes sont tombés face aux Etats-Unis d'Amérique, eux aussi tombeurs du Cameroun 3 sets à 0 le 16 septembre dernier à Bari. Mais, il n'en est rien. Puisque à la fin du 1er set, le Cameroun caracole 16 points contre 25 pour son vis-à-vis.

Au 2e set, le plus long, les volleyeurs camerounais effectuent un sursaut d'orgueil en décrochant le premier point de la partie. Mais, ils sont rattrapés au deuxième service. Les deux équipes sont au coude à coude jusqu'à la 14e balle de match. Les Camerounais semblent retrouver certains automatismes vers la fin de cette manche. Ce qui rend cette 2e partie intéressante. Croyant avoir déjà empoché le 2e set à 24-22, la Russie est interceptée par une équipe camerounaise un peu plus huilée qui rallonge la partie. Camerounais et Russes vont se quitter au 58e service, au profit de la Russie qui remporte le set 30-28.

Comme au précédent set, le Cameroun entame le 3e de belle manière en inscrivant le premier point. Mais, comme



Italie/Bulgarie 2018. Fin de l'aventure pour les ambassadeurs camerounais.

à l'accoutumée, la Russie remet les pendules à l'heure. Les deux protagonistes sont dos à dos (7-7) au 14e service avant que les Russes ne creusent définitivement l'écart. Au final, la Russie remporte le set 25-14, par conséquent sort

vainqueur de la rencontre 3 sets à 0. Le Parcours du Cameroun au 19e championnat du monde de volleyball Italie/Bulgarie messieurs s'arrête au premier tour avec un bilan d'une victoire, quatre défaites en cinq matches joués.

Blaise Mayam

Cette équipe était vieillissante

L'entraîneur national de volleyball messieurs dresse le bilan du Cameroun à cette compétition.

 Par Désiré Domo

C'est terminé pour le Cameroun au championnat du monde de volleyball. Qu'est que vous aurez finalement appris ?

Nous avons d'abord appris que nous sommes 5e sur 6. Nous avons à l'entame battu la Tunisie, championne d'Afrique en titre. Nous avons aussi appris que nous devons continuer à se battre sur chaque ballon. Si vous remarquez bien, tous les sets que nous avons perdus à la fin sont des sets qu'on nous prend au dernier moment. Notre préparation a été bonne et je crois que le gouvernement continuera à donner les moyens à cette fédé (Fédération camerounaise de volleyball, Ndlr) pour le faire. Vous devriez aussi remarquer une chose c'est que notre centrale titulaire (Ndaki, Ndlr) n'était plus là à cause d'un mal qu'il a eu. Nos deux récepteurs ne pouvant plus jouer, nous avons été obligés de concocter des joueurs qui ne jouent pas à ce poste pour pouvoir les mettre sur le terrain afin de tenir tête à la Russie. C'est la preuve que nous avons une équipe compétitive. Mais, il nous manque juste la petite pression pour pouvoir gagner.

Comment faire pour que ces fautes directes, personnelles ne fassent plus couler les larmes ?

Je crois que c'est l'entraînement. Quand vous regarder le rapport de matche, vous vous rendez compte que sur les



35 points que nous donnons à l'adversaire, 27 sont gratuitement. Ce qui est la preuve que nous avons un problème de concentration et un problème de régularité au niveau

du contact de balles. Nous allons beaucoup travailler ça pour les prochaines échéances. Comme on s'est projeté à l'avenir pour la Coupe d'Afrique des nations, je crois qu'on aura tous les moyens pour pouvoir jouer cette compétition. **Vous n'avez pas l'impression que cette équipe est vieillissante ?**

Justement, nous avons pensé remplacer cinq joueurs parmi les anciens. Nous allons prendre des jeunes. Mais, il faudrait qu'ils trouvent que nous avons un fond de jeu. L'équipe qui a joué contre les Etats-Unis d'Amérique (le 16 septembre dernier, Ndlr) est la projection de la nouvelle équipe. Nous allons former un jeune pour être un bon réceptionneur et qui nous permettra de jouer convenablement nos différentes compétitions.

Quel est l'aspect du jeu qui vous a fait beaucoup de mal ?

C'est le service. Vous savez, en haute compétition comme celle-ci, c'est la qualité de service et du bloc qui compte. Mais, au niveau du bloc, nous n'avons pas eu de problèmes.

Et le moral ?

Le moral aussi. Parce que, lorsque vous perdez chaque fois un set à 28-30 et le prochain qui arrive est difficile, ça nous pose un problème. C'est autant de choses que nous serons obligés d'améliorer pour les prochaines échéances.

Payer facilement les frais scolaires



**Orange
Money**

#150*43#

Réglez la scolarité et les frais d'examens*
de vos enfants à tout moment avec **Orange Money**
Faites le **#150*43#**.

Pour obtenir le code de leur établissement,
faites le **#150*432#**.

 www.orange.cm  www.facebook.com/orangecameroun

 My Orange  My Credit  [Orange_Cameroun](https://twitter.com/Orange_Cameroun)

Vous rapprocher
de l'essentiel 